



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer**  
Service eau, risques et nature

Affaire suivie par : SERN  
Téléphone : 04 34 46 62 23  
Mél : ddtm-secheresse@herault.gouv.fr

Montpellier, le 06 OCT. 2023

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDTM34-2023-10-14264**

### **portant mise en place des mesures de restrictions des usages de l'eau dans le cadre de la gestion de la sécheresse**

**Le préfet de l'Hérault**

- VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L211-1, L211-3, L211-8, L214-1 et 6, L215-7 et 10 ;
- VU** la circulaire du 4 juillet 2005 relative à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse ;
- VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du Bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;
- VU** le décret du 30 juin 2021 nommant M. Hugues MOUTOUH préfet de l'Hérault ;
- VU** l'arrêté cadre départemental n°DDTM34-2023-05-13902 du 24 mai 2023 portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction des prélèvements et usages de l'eau en période de sécheresse dans le département de l'Hérault ;
- VU** l'arrêté cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin du Tarn ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2023-09-14216 du 27 septembre 2023 instaurant des mesures de restriction temporaires des usages de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2023 du département de l'Aude maintenant en crise le bassin versant de l'Aude aval Berre et Rieu, maintenant en alerte renforcée le canal du Midi et plaçant en crise le bassin versant de la Cesse et le bassin versant de l'Argent-double ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2023 du département du Gard maintenant en crise le bassin versant du

Vidourle ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2023 du département du Tarn maintenant en alerte renforcée le bassin versant du Thoré amont et en alerte renforcé le bassin versant de l'Agout non réalimenté ;

**VU** le guide national de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse édité en juin 2022 par le ministère de la transition écologique ;

**Considérant** que les niveaux de gravité de la sécheresse décidés par les préfets des départements pilotes des zones limitrophes non pilotées par le préfet de l'Hérault doivent être suivis ;

**Considérant** que les déficits hydrologiques cumulés depuis l'étiage 2022 se maintiennent malgré les précipitations ;

**Considérant** que les pluies observées sur le département depuis le début du mois de septembre sont très localisées et restent insuffisantes, malgré leur intensité, pour garantir un retour à la normale pérenne des niveaux des nappes et des cours d'eau, mais qu'elles ont conduit à une amélioration sensible de la situation du bassin versant de l'Hérault aval ;

**Considérant** que les niveaux des cours d'eau restent par secteur largement inférieurs aux normales de saison, notamment sur les bassins versant du Lez, de la Mosson et de l'étang de l'Or ;

**Considérant** que certaines nappes souterraines ne sont pas rechargées et présentent des niveaux bas pour la période, y compris dans des secteurs concernés par les pluies de mi et fin septembre, notamment à l'Ouest de l'amont de l'Orb ;

**Considérant** que plusieurs communes situées dans le bassin versant de l'Hérault, du bassin versant de l'Orb aval et du bassin versant l'Argent double et de l'Ognon rencontrent toujours des difficultés pour l'alimentation en eau potable de la population ;

**Considérant** que, compte-tenu de cette situation, il y a eu lieu de prendre des mesures de sensibilisation et de restrictions d'usage de l'eau pour garantir les usages prioritaires d'alimentation en eau potable, de sécurité et de salubrité publique ;

Sur proposition de monsieur le directeur de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault

#### ARRÊTE :

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2023-09-14216 du 27 septembre 2023 instaurant des mesures de restriction temporaires des usages de l'eau est abrogé.

ARTICLE 2 : en fonction des zones considérées et des niveaux fixés dans l'arrêté cadre départemental N°DDTM34-2023-05-13902 du 24 mai 2023 dont les mesures de restriction des usages de l'eau sont rappelées en annexe du présent arrêté, **les niveaux de restriction sont fixés par zone d'alerte conformément à l'article 3 du présent arrêté**. Ils seront actualisés ou levés en tant que de besoin dans le cadre d'application de l'arrêté cadre susvisé. Les dispositions du présent arrêté sont immédiatement applicables jusqu'à nouvel ordre et au plus tard jusqu'au 30 novembre 2023.

ARTICLE 3 : les secteurs concernés sont mentionnés dans le tableau ci-dessous.

n°	Zones d'alerte sécheresse	Niveau
1	Bassin versant du Vidourle (partie héraultaise)	Crise
2	Bassin versant de la lagune de l'étang de l'Or	Alerte renforcée
3	Bassin versant du Lez et de la Mosson hors axe Lez soutenu	Crise

4	Axe Lez soutenu, de sa source à son embouchure	Vigilance
5	Bassin versant de l'Hérault amont de la confluence avec la Vis jusqu'à la confluence avec la Lergue (partie héraultaise)	Alerte renforcée
6	Bassin versant de la Lergue	Alerte renforcée
7	Bassin versant de l'Hérault aval de la confluence avec la Lergue jusqu'à son embouchure	Alerte renforcée
8	Bassin versant de l'Orb de la Source jusqu'à l'amont de la confluence avec le Jaur hors axe Orb soutenu	Crise
9	Axe Orb soutenu à l'aval du barrage des Monts d'Orb	Alerte renforcée
10	Bassin versant du Jaur	Crise
11	Bassin versant de l'Orb à l'aval de la confluence avec le Jaur jusqu'à l'embouchure hors axe Orb soutenu	Crise
12	Bassin versant de l'Agout (partie héraultaise)	Alerte renforcée
13	Bassin versant de l'Aude aval – Berre et Rieu (partie héraultaise)	Crise
14	Nappe des sables de l'Astien (Eaux souterraines partie héraultaise)	Alerte renforcée
15	Bassin versant de l'Argent double et de l'Ognon (partie héraultaise)	Crise
16	Bassin versant de la Cesse (partie héraultaise)	Crise
17	Nappe des molasses miocènes du bassin de Castries	Vigilance
18	Canal du Midi (partie héraultaise)	Alerte renforcée
19	Bassin versant du Thoré amont (partie héraultaise)	Alerte renforcée

Les usages agricoles pour l'irrigation du maraîchage et des cultures hors sols font l'objet d'une adaptation collective uniquement sur les zones d'alerte en crise (zones 1, 3, 8, 10, 11, 13, 15 et 16). Pour ces usages, ce sont les mesures de l'alerte renforcée qui s'appliquent.

ARTICLE 4 : les usages concernés sont précisés par l'article 7.4 de l'arrêté cadre départemental sus-visé. A l'exception des zones de superposition entre zones d'alerte souterraine et superficielles, l'ensemble des prélèvements sur la zone d'alerte concernée sont visés, y compris les forages domestiques.

ARTICLE 5 : les mesures de restriction par niveau de gravité et selon les usages sont précisés dans l'article 7 et l'annexe 9 de l'arrêté cadre départemental. Elles sont rappelées en annexe du présent arrêté. Les prélèvements liés aux usages non listés dans le tableau sont réputés interdits dès l'alerte. Les usages réalisés à partir d'eaux pluviales ou usées récupérées, sous réserve du respect de la réglementation applicable pour cette réutilisation, ne sont pas concernés par les restrictions.

ARTICLE 6 : les demandes d'adaptation individuelles des mesures de restriction sollicitées en application de l'article 7.5 de l'arrêté cadre départemental, sont à adresser au service police de l'eau de la DDTM 34 ([ddtm-secheresse@herault.gouv.fr](mailto:ddtm-secheresse@herault.gouv.fr)). Elles doivent être argumentées et justifiées. Elles doivent être déposées selon le formulaire disponible sur le site internet de la Préfecture : <https://www.herault.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-chasse-risques-naturels-et-technologiques/Eau/Secheresse/Documents-de-reference>

Ces demandes sont examinées et en cas d'accord de l'administration, la preuve devra être présentée en cas de contrôle. Dans le délai de deux mois suivant le dépôt officiel de la demande, l'administration peut s'opposer ou

donner un accord explicite. A l'expiration du délai de deux mois, en l'absence de réponse de l'administration, la demande est considérée comme accordée.

ARTICLE 7 : les maires qui considèrent que la situation de la ressource en eau sur le territoire de leur commune le nécessite, peuvent prendre un arrêté municipal de restriction d'usage sous réserve qu'il soit au moins aussi contraignant que le présent arrêté. Ils peuvent ainsi prendre des mesures de police administrative générale adaptées à la situation localisée, pour restreindre l'usage de l'eau potable, sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publique (article L.2212-2 du CGCT). Le cas échéant, l'arrêté municipal doit être transmis au service de police de l'eau de la DDTM ([ddtm-secheresse@herault.gouv.fr](mailto:ddtm-secheresse@herault.gouv.fr)) ainsi qu'à l'agence régionale de santé ([ARS-OC-DD34-SANTE-ENVIRONNEMENT@ars.sante.fr](mailto:ARS-OC-DD34-SANTE-ENVIRONNEMENT@ars.sante.fr)).

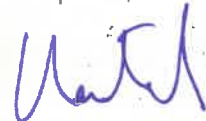
ARTICLE 8 : en vue de rechercher et de constater les infractions, les services de l'État en charge de la police de l'eau, la gendarmerie nationale, la police nationale, la police municipale, les gardes champêtres et les agents de l'office français de la biodiversité ont accès aux locaux ou lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions.

ARTICLE 9 : tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les particuliers ou 3 000 euros pour les récidives, et 7 500 euros pour les personnes morales. L'ensemble des frais induits par les contrôles sont mis, en cas de condamnation, à la charge de l'exploitant ou, à défaut, du propriétaire conformément à l'article L216-4 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : le présent arrêté sera affiché à la préfecture, aux sous-préfectures de Béziers et de Lodève, ainsi que dans les mairies. Il sera publié sur le site IDE des services de l'État et au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 11 : les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa publication au recueil des actes administratifs. Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le sous-préfet de l'arrondissement de Béziers, le sous-préfet de l'arrondissement de Lodève, le colonel commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité, les maires, les chefs des services de l'État concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet, **Le Préfet**



**Hugues MOUTOUH**

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires – 246, boulevard Saint-Germain – 75007 PARIS. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de la réponse de l'administration si un

recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Tableau des mesures minimales de restriction des usages de l'eau**  
 Légende des usagers : P= Particuliers, E= Entreprises, C= Collectivités, A= Exploitants agricoles

Usages	Vigilance	Alerte (2)	Alerte renforcée (2)	Cris (3)	P	E	C	A	
Tous usages Volumes prélevés (1).	<p><b>Rappel :</b> En application des arrêtés ministériels portant prescriptions générales applicables aux prélèvements, les compteurs ou système de comptage concernant les prélèvements non domestiques par forage ou puits dans les eaux souterraines ou par installation ou ouvrage dans un cours d'eau ou sa nappe d'accompagnement, doivent respecter les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ils doivent être relevés à une fréquence mensuelle,</li> <li>la date du relevé du compteur ou du système de comptage, le fonctionnement ou l'arrêt de l'installation, l'index du compteur et le volume prélevé depuis le précédent relevé doivent être enregistrés sur un registre prévu à cet effet. Ce registre sera présenté à toute réquisition des services de contrôle.</li> </ul>	Relevé par quinzaine ou selon fréquence prévue par le SAGE	Relevé hebdomadaire		X	X	X	X	
<b>1. Alimentation en eau potable des populations</b> - Priorité : santé, salubrité, sécurité civile		Pas de limitation sauf arrêté municipal spécifique.			X	X	X	X	
<b>2. Irrigation agricole, arrosage, abreuvement des animaux</b>		Sensibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'eau.							
Irrigation des cultures	Sensibiliser les agriculteurs	<p>Restrictions prévues par le plan de gestion validé par le service police de l'eau visant une réduction des prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de 30 % pour l'aspersion et l'irrigation gravitaire (prélèvements en canaux)</li> <li>- de 20 % pour l'irrigation localisée (goutte-à-goutte, micro-aspersion...)</li> </ul> <p>En l'absence de plan de gestion : interdiction entre 10h et 18h</p>	<p>Restrictions prévues par le plan de gestion validé par le service police de l'eau visant une réduction des prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de 50 % pour l'aspersion et l'irrigation gravitaire (prélèvements en canaux)</li> <li>- de 30 % pour l'irrigation localisée (goutte-à-goutte, micro-aspersion...)</li> </ul> <p>En l'absence de plan de gestion : interdiction entre 8h et 20h</p>	<p>Interdiction</p> <p>Exception pour les <b>jeunes plantations</b> - arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 3 ans, dont les plantiers (jeunes plants de vigne):</p> <p>Sous réserve qu'il n'y ait pas de pénurie d'eau potable.</p> <p>Restrictions prévues par le plan de gestion validé par le service police de l'eau visant une réduction des prélèvements:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de 50 % pour l'aspersion et l'irrigation gravitaire (prélèvements en canaux)</li> <li>- de 30 % pour l'irrigation localisée (goutte-à-goutte, micro-aspersion...)</li> </ul> <p>En l'absence de plan de gestion: interdiction entre 8h et 20h.</p> <p>Les justificatifs d'achat, type facture, devront être mis à disposition du service police de l'eau en charge du contrôle</p> <p>Exception pour l'<b>arboriculture</b>(hors jeunes plantations):</p> <p>Interdiction sauf les arrosages de sauvegarde limités au strict minimum uniquement entre 20h et 8h, et deux fois par semaine maximum, sous réserve qu'il n'y ait pas de pénurie d'eau potable.</p>				X	
		<p>Exception pour le <b>maraîchage (5), les semences, les cultures hors sol (6) et l'arboriculture</b> :</p> <p>Des adaptations pourront être accordées après accord préalable du service en charge de la police de l'eau</p>	<p>Exception pour le <b>maraîchage (5), les semences, les cultures hors sol (6) et l'arboriculture</b> :</p> <p>Des adaptations pourront être accordées après accord préalable du service en charge de la police de l'eau</p>	<p>Exception pour le <b>maraîchage (5) et les cultures hors sol (6)</b> :</p> <p><b>Pour les zones d'alerte du Vidourle (n°1), Lez Mosson hors axe soutenu (n°3), l'Orb amont (n°8), le Jaur (n°10), l'Orb aval (n°11), l'Aude aval, Berre-Rieu (n°13), l'Argent double et l'Ognon (n°15), la Cesse (n°16)</b> : restrictions prévues par le plan de gestion validé par le service police de l'eau visant une réduction des prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de 50 % pour l'aspersion et l'irrigation gravitaire (prélèvements en canaux)</li> <li>- de 30 % pour l'irrigation localisée (goutte-à-goutte, micro-aspersion...)</li> </ul>					

Usages	Vigilance	Alerte (2)	Alerte renforcée (2)	Chiffre (3)	P	E	C	A
Arrosage des jardins potagers (inférieurs à 250m <sup>2</sup> ) (4).		Interdit entre 10h et 18h.	Interdit entre 8h et 20h.	En l'absence de plan de gestion: interdiction entre 8h et 20h	X	X	X	
Arrosage des pelouses, massifs fleuris et espaces verts (y compris ronds-points).	Sensibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'eau.	Interdit entre 10h et 18h.	Interdiction.	Interdiction.	X	X	X	
Irrigation pour autres plantations de moins de 3 ans (plantation forestière, restauration de ripisylve ...).		Interdit entre 10h et 18h.	Interdit entre 8h et 20h et limité au minimum nécessaire, 2 fois par semaine maximum, sous réserve qu'il n'y ait pas de pénurie d'eau potable. Les justificatifs d'achat, type facture, devront être mis à disposition du service police de l'eau en charge du contrôle	Quelle que soit l'origine de la ressource, y compris ressource extérieure (Bas-Rhône,...) Aspersion interdite entre 10h et 18h				
Abreuvement des animaux.	Sensibiliser les éleveurs		Pas de limitation sauf arrêté spécifique.		X	X	X	X
<b>3. Lavage et nettoyage</b>								
Lavage de véhicules par des particuliers, y compris bateaux de plaisance.			Interdit à titre privé.		X			
Lavage de véhicules par des professionnels.	Sensibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'eau.	Interdiction hors stations équipées d'un système de recyclage de l'eau fonctionnel répertoriées auprès du service police de l'eau (minimum 70 % d'eau recyclées). Obligation d'affichage des mesures de restriction par les gestionnaires des stations de lavage.	Interdiction. Obligation d'affichage des mesures de restriction par les gestionnaires des stations de lavage.	Interdiction. Obligation d'affichage des mesures de restriction par les gestionnaires des stations de lavage.	X	X	X	X
Nettoyage à l'eau des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées hors activités industrielles		Interdit de 10h à 18h.	Interdit sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel.	Exception pour les nettoyages de véhicules professionnels pour impératif sanitaire ou réglementaire	X	X	X	X
<b>4. Loisirs</b>								
Remplissage et vidange de piscines privées (de plus d'1 m <sup>3</sup> ).	Sensibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'eau.	Interdiction de remplissage sauf : - remise à niveau, - et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions en cas d'impossibilité de report.	Interdiction.		X	X	X	

Usages		Vigilance	Alerte (2)	Alerte renforcée (2)	Crise (3)	P	E	C	A
Piscines ouvertes au public (y compris campings, hôtels, ...).			Sensibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'eau	Renouvellement, remplissage et vidange limités à nécessité absolue et soumis à autorisation auprès de l'ARS.	Interdiction.		X		X
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement.			L'alimentation des fontaines publiques et privées est interdite, dans la mesure où la coupure est techniquement possible. Si la fontaine a une fonction avérée d'ilot de fraîcheur (à condition que la fontaine fonctionne en circuit fermé), une demande de dérogation est possible.		Interdiction.	X	X		X
Arrosage des terrains de sport.			Interdit entre 10h et 18h.	Interdiction sauf les arrosages de sauvegarde limités au strict minimum uniquement entre 20h et 8h, et deux fois par semaine maximum. Tenue à disposition des services police de l'eau d'un registre journalier avec relevés horaires et compteurs.	Exception pour les terrains d'entraînement ou de compétition d'enjeu national ou international pour les arrosages de sauvegarde limités au strict minimum uniquement entre 20h et 8h, et deux fois par semaine maximum. Tenue à disposition des services police de l'eau d'un registre journalier avec relevés horaires et compteurs. En cas de pénurie d'eau potable, interdiction stricte.				X
Arrosage des golfs.	Sensibiliser le grand public et les collectivités à l'usage économe de l'eau.		Interdit entre 8h et 20h.	Interdiction sauf pour les greens uniquement : arrosages de sauvegarde limités au strict minimum uniquement entre 20h et 8h, et deux fois par semaine maximum.	Interdiction.	X	X		X
Orpillage et pêche à l'aïmant.				Interdiction.		X	X		
Navigation fluviale.			Privilegier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux (7).		Privilegier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux (7).	X			X
<b>5. Usages industriels, hydroélectricité, plans d'eau</b>					<b>Arrêt de la navigation si nécessaire.</b>				
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau.		Pour les ICPE soumises à enregistrement ou autorisation concernées : Application des dispositions spécifiques prévues dans leur arrêté préfectoral ou dans un arrêté ministériel.  Pour l'ensemble des autres cas (déclaration, enregistrement ou autorisation ne bénéficiant pas de disposition spécifique) : - Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation ; - Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau ; - Interdiction d'arroser les pelouses et espaces verts ; - Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément ; - Interdiction des tests des poteaux incendie ; - Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique ; - Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique ; - Relevés des compteurs d'eau hebdomadairement, et quotidiennement pour les prélèvements supérieurs à 100 m³/j ; - Report des valeurs de débit sur un registre tenu à la disposition des services de l'inspection des installations classées ; - Les usages liés à la santé (dispositifs d'abattage des poussières en carrières, de traitement des effluents industriels, abreuvement des animaux...) et à la sécurité civile (remplissage ou appoint des réserves d'eau d'extinction des incendies...) ne sont pas concernées.						
			Des adaptations individuelles pourront être accordées. La demande de dérogation, sur la base du formulaire disponible sur le site internet de la Préfecture, devra être adressée simultanément au service police de l'eau et au service des installations classées						



Usages		Alerte (2)		Crise (3)		P	E	C	A
		<b>Vigilance</b>							
		En cas de crise, les prélèvements non prioritaires et autorisés dans le cadre de la législation ICPE peuvent être interdits en deçà du niveau de crise sur décision individuelle du Préfet.							
		Les documents de justification (relevé des compteurs, diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels, dispositifs de recyclage ou de réutilisation, techniques les plus économes du secteur d'activité, quantités d'eaux restituées au milieu, mesures de réduction mises en place pour optimiser l'utilisation d'eau en période de sécheresse et les gains associés) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.							
Installations de production d'électricité d'origine hydraulique visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national	Sensibiliser les industriels aux règles de bon usage de bon usage d'économie d'eau	Pour les installations hydroélectriques, les manoeuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité.					X		
Remplissage / vidange des plans d'eau.	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.	Interdiction.					X	X	X
		Sauf pour les usages commerciaux après accord du service de police de l'eau.					X	X	X
<b>6. Interventions dans le milieu naturel</b>									
Travaux en cours d'eau.	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.	Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques.		Report des travaux sauf après déclaration au service de police de l'eau de la DDTM pour les cas suivants : ✓ situation d'assec total; ✓ pour des raisons de sécurité publique.			X	X	X
Réalisation de seuils provisoires.		Interdit hors usage AEP.					X	X	X

1 Les prélèvements liés aux usages non listés dans le tableau sont réputés interdits dès l'alerte. Les mesures de restriction ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie directement récupérées.

2 L'objectif des mesures est une réduction minimale de 30 % des volumes dont le prélèvement est autorisé en période d'alerte et 50 % en période d'alerte renforcée, qu'il sera utile de contrôler sur le terrain. Dans le cadre des plans de gestion, des modulations en volumes, débits ou tours d'eau peuvent également être considérées lorsque la capacité technique de mise en place le permet et assure la contrôlabilité des mesures.

3 En crise, tous les prélèvements d'eau pour des usages qui ne sont pas détaillés dans la colonne dédiée, sont interdits, sauf mesures de restriction moins strictes qui peuvent être établies par type d'activités ou sous-catégorie d'usage dont les conditions sont inscrites dans les arrêtés cadre. A noter qu'à titre exceptionnel, une mesure de restriction adaptée peut s'appliquer sous certaines conditions, notamment à la demande de l'usager qui n'entre pas dans un type d'activités ou sous-catégorie d'usage définis ici ou à l'initiative du préfet.

4 Les jardins potagers, y compris les jardins partagés, de plus de 250 m<sup>2</sup> sont assimilés à du maraîchage.

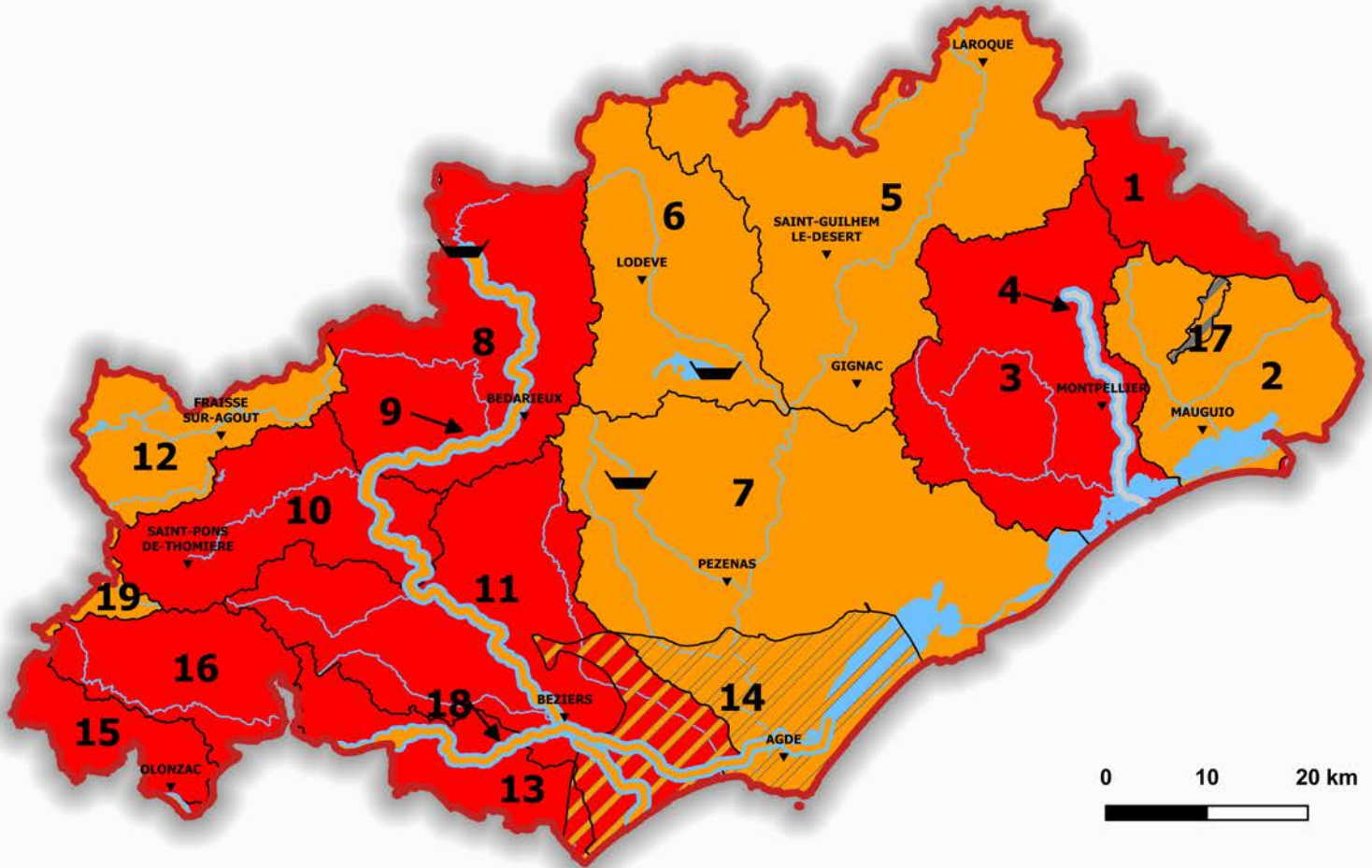
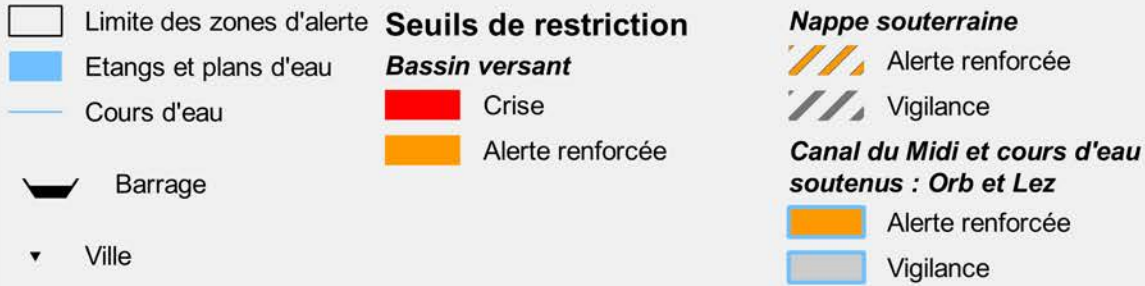
5 La liste des cultures bénéficiant d'une adaptation collective sera définie dans les arrêtés préfectoraux, suivant les besoins spécifiques de ces cultures, en fonction du calendrier culturel.

6 Notamment l'horticulture et les pépinières.

7 Différents enjeux économiques inhérents à la navigation pourront par exemple être identifiés : transport de fret, développement du tourisme, aménagement du territoire, mise à disposition d'un réseau d'eau, ...

# La sécheresse dans le département de l'Hérault

## Au 3 octobre 2023



NUMERO	LIBELLE
01	Bassin versant du Vidourle (partie héraultaise)
02	Bassin versant de la lagune de l'étang de l'Or
03	Bassin versant du Lez et de la Mosson hors axe Lez soutenu
04	Axe Lez soutenu, de sa source à son embouchure
05	Bassin versant de l'Hérault amont de la confluence avec la Vis jusqu'à la confluence avec la Lergue (partie héraultaise)
06	Bassin versant de la Lergue
07	Bassin versant de l'Hérault aval de la confluence avec la Lergue jusqu'à l'embouchure
08	Bassin versant de l'Orb de la Source jusqu'à l'amont de la confluence avec le Jaur hors axe Orb soutenu
09	Axe Orb soutenu à l'aval du barrage des Monts d'Orb
10	Bassin versant du Jaur
11	Bassin versant de l'Orb à l'aval de la confluence avec le Jaur jusqu'à l'embouchure hors axe Orb soutenu
12	Bassin versant de l'Agout (Partie héraultaise)
13	Bassin versant de l'Aude aval - Berre et Rieu (partie héraultaise)
14	Nappe des sables de l'Astien (Eaux souterraines partie héraultaise)
15	Bassin versant de l'Argent double et de l'Ognon (partie héraultaise)
16	Bassin versant de la Cesse (partie héraultaise)
17	Molasses miocènes du bassin de Castries (Eaux souterraines)
18	Canal du Midi (partie héraultaise)
19	Bassin versant du Thoré amont (partie héraultaise)



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# MESURES DE RESTRICTION DES USAGES DE L'EAU PAR NIVEAU DE GRAVITÉ

Les infographies ci-après ont pour vocation d'informer chaque usager des mesures de restriction des usages de l'eau établies par l'arrêté cadre départemental 2023.

## 4 NIVEAUX DE GRAVITÉ

1. Vigilance —
2. Alerte —
3. Alerte renforcée —
4. Crise —

## 4 CATÉGORIES DE POPULATION

1. Particuliers
2. Entreprises
3. Collectivités
4. Exploitants agricoles

Pour connaître, en temps réel, le niveau d'alerte relatif à la ressource en eau et les restrictions d'usage qui s'appliquent à une commune, rendez-vous sur la carte interactive RestrEAU : <https://herault.adm-occitanie.fr/restreau/>

Pour tout complément d'information, rendez-vous sur le [site internet des services de l'État dans l'Hérault](#) et sur [Propluvia](#). Vous pouvez aussi prendre contact directement avec votre fournisseur d'eau.

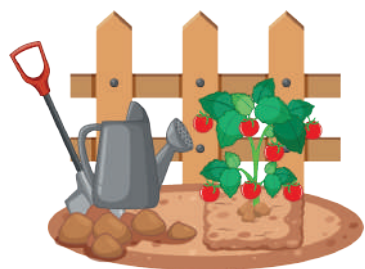
---

Au quotidien et avant tout niveau de gravité,  
**LIMITONS NOS CONSOMMATIONS ET ÉCONOMISONS L'EAU**

## NIVEAU VIGILANCE

LIMITER les consommations pour **ÉCONOMISER** l'eau

### PARTICULIERS



Jardins potagers  
(inférieurs à 250 m<sup>2</sup>)



Stations de lavage



Façades, toitures, et autres  
surfaces imperméabilisées



Pelouses, massifs fleuris



Navigation fluviale



Lavage de véhicules par des particuliers  
(y compris bateaux de plaisance)

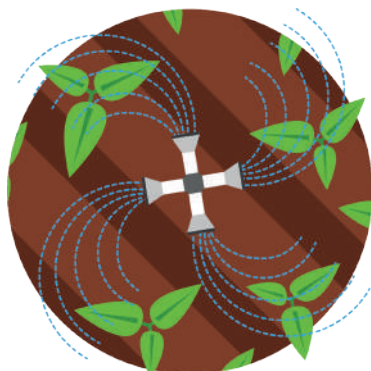


Fontaines



Piscines privées  
(plus d'1 m<sup>3</sup>)

### EXPLOITANTS AGRICOLES



Irrigation des cultures



Autres plantations

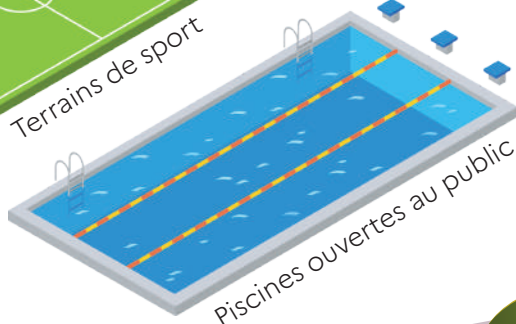
## NIVEAU VIGILANCE

LIMITER les consommations pour **ÉCONOMISER** l'eau

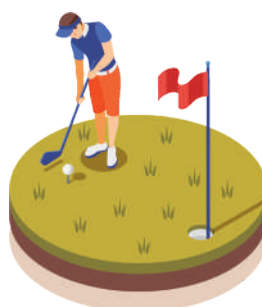
### COLLECTIVITÉS / ENTREPRISES



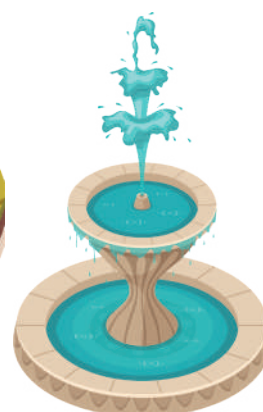
Terrains de sport



Piscines ouvertes au public



Golfs



Fontaines



Espaces verts et ronds-points



Remplissage / vidange  
des plans d'eau



Travaux en cours d'eau

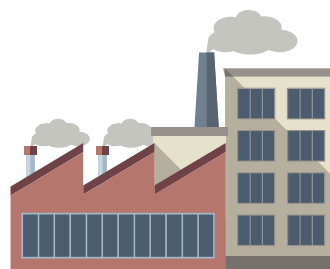


Façades, toitures, trottoirs  
et autres surfaces imperméabilisées

### INDUSTRIELS



Installations de production  
d'électricité d'origine hydraulique



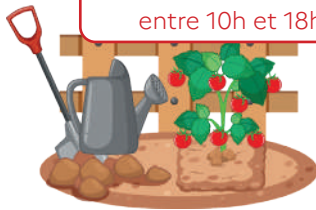
Installations classées pour la  
protection de l'environnement (ICPE)

## NIVEAU ALERTE

### PARTICULIERS

**INTERDIT**

entre 10h et 18h



Jardins potagers  
 (inférieurs à 250 m<sup>2</sup>)

**INTERDIT** <sup>1</sup>



Stations de lavage

**INTERDIT**

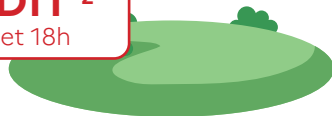
entre 10h et 18h



Façades, toitures, et autres  
 surfaces imperméabilisées

**INTERDIT** <sup>2</sup>

entre 10h et 18h



Pelouses, massifs fleuris

**LIMITÉE** <sup>3</sup>



Navigation fluviale

**INTERDIT**

à titre privé



Lavage de véhicules par des particuliers  
 (y compris bateaux de plaisance)

**INTERDIT**



Fontaines

**INTERDIT** <sup>4</sup>



Piscines privées  
 (plus d'1 m<sup>3</sup>)

### EXPLOITANTS AGRICOLES

**INTERDIT** <sup>5</sup>

entre 10h et 18h



Irrigation des cultures :  
 restrictions **sans** plan de  
 gestion de l'eau

**-20 %**

des prélèvements pour  
 l'irrigation localisée <sup>5</sup>

**-30 %**

pour l'aspersion et  
 l'irrigation gravitaire <sup>5</sup>

Irrigation des cultures :  
 restrictions **avec** plan  
 de gestion de l'eau

**INTERDIT**

entre 10h et 18h



Irrigation pour plantations  
 d'arbres ou arbustes de - de 3 ans

<sup>1</sup> Hors stations équipées d'un système de recyclage de l'eau fonctionnel répertoriées auprès du service police de l'eau (minimum 70 % d'eau recyclée). Obligation d'affichage des mesures de restriction par les gestionnaires des stations de lavage.

<sup>2</sup> Les prélèvements issus d'une ressource extérieure ne sont pas concernés, hors arrosage par aspersion entre 10h et 18h des ronds-points végétalisés et espaces verts non ouverts au public dès le niveau d'alerte.

<sup>3</sup> Privilégier regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Restrictions adaptées et spécifiques selon axes et enjeux locaux.

<sup>4</sup> Sauf remise à niveau et 1<sup>er</sup> remplissage si le chantier avait débuté avant les 1<sup>ères</sup> restrictions en cas d'impossibilité de report.

<sup>5</sup> Pour maraîchage, semences, culture hors sol et arboriculture, des adaptations pourront être accordées.

## NIVEAU ALERTE

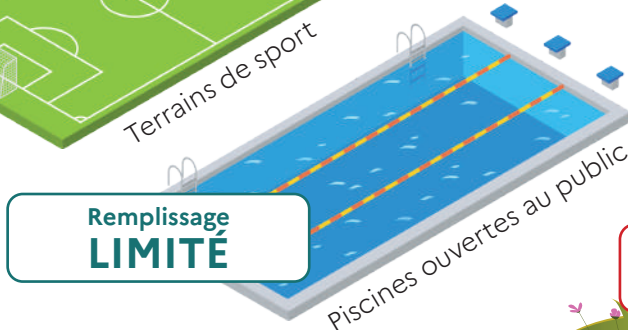
### COLLECTIVITÉS / ENTREPRISES

Arrosage  
**INTERDIT**  
entre 10h et 18h



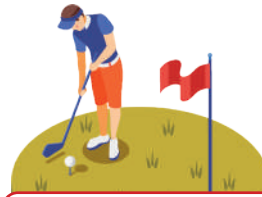
Terrains de sport

Remplissage  
**LIMITÉ**



Piscines ouvertes au public

Arrosage  
**INTERDIT**  
entre 8h et 20h



Golfs

**INTERDIT**<sup>1</sup>



Fontaines

**INTERDIT**<sup>2</sup>  
entre 10h et 18h



Espaces verts et ronds-points

**INTERDIT**<sup>3</sup>



Remplissage / vidange  
des plans d'eau

**LIMITÉS**<sup>4</sup>



Travaux en cours d'eau

**INTERDIT**  
entre 10h et 18h



Façades, toitures, trottoirs  
et autres surfaces imperméabilisées

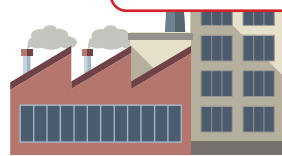
**AUTORISÉES**<sup>5</sup>  
sous conditions



Installations de production  
d'électricité d'origine hydraulique

### INDUSTRIELS

Mesures prévues dans l'arrêté  
préfectoral ou dans l'arrêté ministériel



Installations classées pour la  
protection de l'environnement (ICPE)

<sup>1</sup> Si fonction avérée d'îlot de fraîcheur et fonctionnement en circuit fermé, une demande de dérogation est possible.

<sup>2</sup> Les prélèvements issus d'une ressource extérieure ne sont pas concernés, hors arrosage par aspersion entre 10h et 18h des ronds-points végétalisés et espaces verts non ouverts au public dès le niveau d'alerte.

<sup>3</sup> Sauf pour les usages commerciaux après accord police de l'eau.

<sup>4</sup> Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques.

<sup>5</sup> Les manoeuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité.

## NIVEAU ALERTE RENFORCÉE

### PARTICULIERS

**INTERDIT**

entre 8h et 20h



Jardins potagers  
 (inférieurs à 250 m<sup>2</sup>)

**INTERDIT** <sup>1</sup>



Stations de lavage

**INTERDIT**



Façades, toitures, et autres  
 surfaces imperméabilisées

**INTERDIT** <sup>2</sup>



Pelouses, massifs fleuris

**LIMITÉE** <sup>3</sup>



Navigation fluviale

**INTERDIT**

à titre privé



Lavage de véhicules par des particuliers  
 (y compris bateaux de plaisance)

**INTERDIT**



Fontaines

Remplissage  
**INTERDIT** <sup>4</sup>



Piscines privées  
 (plus d'1 m<sup>3</sup>)

### EXPLOITANTS AGRICOLES

**INTERDIT** <sup>5</sup>

entre 8h et 20h



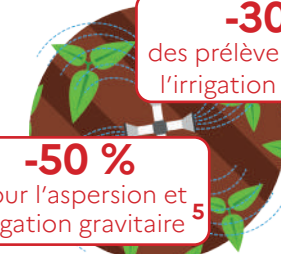
Irrigation des cultures :  
 restrictions **sans** plan de  
 gestion de l'eau

**-30 %**

des prélèvements pour  
 l'irrigation localisée <sup>5</sup>

**-50 %**

pour l'aspersion et  
 l'irrigation gravitaire <sup>5</sup>



Irrigation des cultures :  
 restrictions **avec** plan  
 de gestion de l'eau

**INTERDIT** <sup>6</sup>  
 entre 8h et 20h



Irrigation pour plantations  
 d'arbres ou arbustes de - de 3 ans

<sup>1</sup> Hors stations équipées d'un système de recyclage de l'eau fonctionnel répertoriées auprès du service police de l'eau (minimum 70 % d'eau recyclée). Obligation d'affichage des mesures de restriction par les gestionnaires des stations de lavage.

<sup>2</sup> Les prélèvements issus d'une ressource extérieure ne sont pas concernés, hors arrosage par aspersion entre 10h et 18h des ronds-points végétalisés et espaces verts non ouverts au public dès le niveau d'alerte.

<sup>3</sup> Privilégier regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Restrictions adaptées et spécifiques selon axes et enjeux locaux.

<sup>4</sup> Sauf remise à niveau et 1<sup>er</sup> remplissage si le chantier avait débuté avant les 1<sup>ères</sup> restrictions en cas d'impossibilité de report.

<sup>5</sup> Pour maraîchage, semences, culture hors sol et arboriculture, des adaptations pourront être accordées.

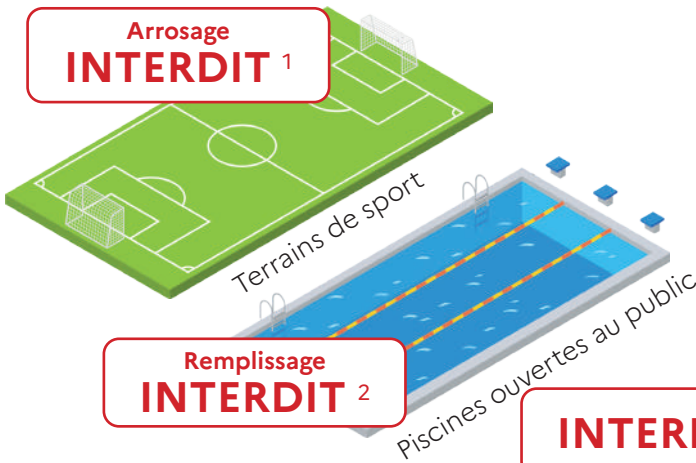
<sup>6</sup> Limité au min nécessaire, 2 fois/semaine max, sous réserve qu'il n'y ait pas de pénurie d'eau potable. + Prévoir justificatifs d'achat.



## NIVEAU ALERTE RENFORCÉE

### COLLECTIVITÉS / ENTREPRISES

Arrosage  
**INTERDIT 1**



Remplissage  
**INTERDIT 2**

Arrosage  
**INTERDIT 3**



**INTERDIT 4**



**INTERDIT 5**



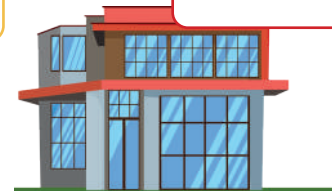
**INTERDIT**  
 sauf usages commerciaux  
 après accord police de l'eau



**À REPORTER 6**



**INTERDIT 7**



**AUTORISÉES 8**  
 sous conditions



### INDUSTRIELS

Mesures prévues dans l'arrêté  
 préfectoral ou dans l'arrêté ministériel



<sup>1</sup> Sauf arrosages de sauvegarde limités au strict min uniquement entre 20h et 8h, et 2 fois/semaine max. Registre journalier avec relevés horaires et compteurs doivent être mis à disposition de la police de l'eau.

<sup>2</sup> Renouvellement, remplissage et vidange limités à nécessité absolue et soumis à autorisation auprès de l'ARS.

<sup>3</sup> Sauf pour greens : arrosages de sauvegarde limités au strict min uniquement entre 20h et 8h, et 2 fois/semaine max.

<sup>4</sup> Si fonction avérée d'îlot de fraîcheur et fonctionnement en circuit fermé, une demande de dérogation est possible.

<sup>5</sup> Les prélèvements issus de ressource extérieure ne sont pas concernés, hors arrosage par aspersion entre 10h et 18h des ronds-points végétalisés et espaces verts non ouverts au public dès le niveau d'alerte.

<sup>6</sup> Sauf, après déclaration police de l'eau, si situation d'assec total et/ou pour des raisons de sécurité publique.


<sup>7</sup> Sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel.

<sup>8</sup> Les manoeuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité.

## NIVEAU CRISE


**PARTICULIERS**

**INTERDIT**  
entre 8h et 20h




Jardins potagers  
(inférieurs à 250 m<sup>2</sup>)

**INTERDIT**




Stations de lavage

**INTERDIT**




Façades, toitures, et autres surfaces imperméabilisées

**INTERDIT**<sup>1</sup>




Pelouses, massifs fleuris

**LIMITÉE**<sup>2</sup>




Navigation fluviale

**Remplissage  
INTERDIT**




Piscines privées  
(plus d'1 m<sup>3</sup>)

**INTERDIT**  
à titre privé



Lavage de véhicules par des particuliers  
(y compris bateaux de plaisance)

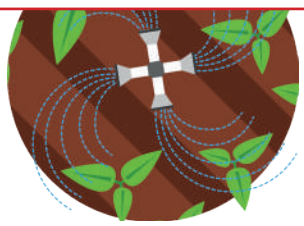
**INTERDIT**



Fontaines


**EXPLOITANTS AGRICOLES**

**INTERDIT**<sup>3</sup>



Irrigation des cultures

**INTERDIT**<sup>4</sup>  
entre 8h et 20h



Irrigation pour plantations  
d'arbres ou arbustes de - de 3 ans

<sup>1</sup> Les prélèvements issus d'une ressource extérieure ne sont pas concernés, hors arrosage par aspersion entre 10h et 18h des ronds-points végétalisés et espaces verts non ouverts au public dès le niveau d'alerte.

<sup>2</sup> Privilégier regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Restrictions adaptées et spécifiques selon axes et enjeux locaux. Arrêt de la navigation si nécessaire.

<sup>3</sup> Exception pour jeunes plantations, arboriculture, maraîchage, semences, cultures hors sol, selon les dispositions de l'arrêté cadre départemental et sous réserve qu'il n'y ait pas de pénurie d'eau potable.

<sup>4</sup> Limité au min nécessaire, 2 fois/semaine max, sous réserve qu'il n'y ait pas de pénurie d'eau potable. + Prévoir justificatifs d'achat.

## NIVEAU CRISE

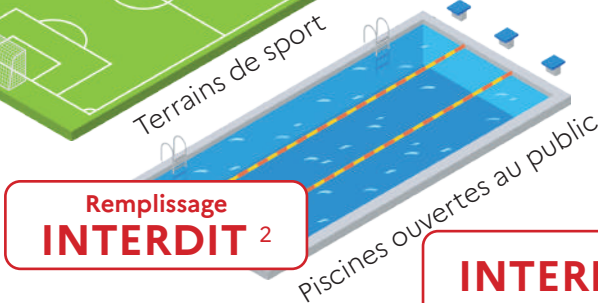
### COLLECTIVITÉS / ENTREPRISES

Arrosage  
**INTERDIT 1**



Terrains de sport

Remplissage  
**INTERDIT 2**



Piscines ouvertes au public

**INTERDIT**  
sauf usages commerciaux  
après accord police de l'eau



Remplissage / vidange  
des plans d'eau

**INTERDIT 4**



Espaces verts et ronds-points

**À REPORTER 5**



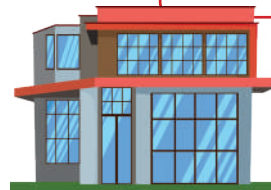
Travaux en cours d'eau

**INTERDIT 3**  
sauf demande de dérogation



Fontaines

**INTERDIT 6**



Façades, toitures, trottoirs  
et autres surfaces imperméabilisées

**AUTORISÉES 7**  
sous conditions



Installations de production  
d'électricité d'origine hydraulique

### INDUSTRIELS

Mesures prévues dans l'arrêté  
préfectoral ou dans l'arrêté ministériel



Installations classées pour la  
protection de l'environnement (ICPE)

<sup>1</sup> Exception pour terrains d'enjeu national ou international pour arrosages de sauvegarde limités au strict min uniquement entre 20h et 8h, et 2 fois/semaine max. Registre journalier avec relevés horaires et compteurs. En cas de pénurie d'eau potable, interdiction stricte.

<sup>2</sup> Renouvellement, remplissage et vidange limités à nécessité absolue et soumis à autorisation auprès de l'ARS.

<sup>3</sup> Si fonction avérée d'îlot de fraîcheur et fonctionnement en circuit fermé, une demande de dérogation est possible.

<sup>4</sup> Les prélèvements issus d'une ressource extérieure ne sont pas concernés, hors arrosage par aspersion entre 10h et 18h des ronds-points végétalisés et espaces verts non ouverts au public dès le niveau d'alerte.

<sup>5</sup> Sauf, après déclaration police de l'eau, si situation d'assec total et/ou pour des raisons de sécurité publique.

<sup>6</sup> Sauf impératif réglementaire, sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel.

<sup>7</sup> Les manoeuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité.

# MESURES DE RESTRICTION DES USAGES DE L'EAU POUR L'AGRICULTURE PAR NIVEAU DE GRAVITÉ

Les infographies ci-après ont pour vocation d'informer les exploitants agricoles des mesures de restriction des usages de l'eau établies par l'arrêté cadre départemental sécheresse du 24 mai 2023.

## 4 NIVEAUX DE GRAVITÉ

1. Vigilance —
2. Alerte —
3. Alerte renforcée —
4. Crise —

Pour connaître les restrictions en vigueur pour l'ensemble des catégories d'usages ou consulter l'intégralité de l'arrêté cadre départemental sécheresse suivre le lien ci-dessous :

[Arrêté Préfectoral N°DDTM34-2023-05-13904](#)

Pour connaître, en temps réel, le niveau d'alerte relatif à la ressource en eau et les restrictions d'usage qui s'appliquent à une commune, rendez-vous sur la carte interactive RestrEAU : <https://herault.adm-occitanie.fr/restreau/>

Pour tout complément d'information, rendez-vous sur [le site internet des services de l'Etat dans l'Hérault](#). Vous pouvez aussi prendre contact directement avec votre fournisseur d'eau.

[La Chambre d'agriculture de l'Hérault](#) vous accompagne au quotidien pour relever les défis du changement climatique. Elle vous informe et vous conseille pour adapter vos pratiques d'irrigation et culturales.

Contact de la Chambre d'agriculture Hérault :

- mail : [julie.catherinot@herault.chambagri.fr](mailto:julie.catherinot@herault.chambagri.fr)
- tel : 04 67 20 88 55

Contact de la DDTM :

- mail : [ddtm-secheresse@herault.gouv.fr](mailto:ddtm-secheresse@herault.gouv.fr)

---

Au quotidien et avant tout niveau de gravité,

**LIMITONS NOS CONSOMMATIONS ET ÉCONOMISONS L'EAU**

## PRINCIPES GÉNÉRAUX DES RESTRICTIONS S'APPLIQUANT AUX USAGES AGRICOLES

1. Les usages agricoles **alimentés par une ressource extérieure – cas de l'eau du Rhône** - ne sont pas concernés par les restrictions en vigueur dans le département de l'Hérault.
2. Les usages agricoles alimentés par une **retenue d'eau constituée pendant l'hiver** ne sont pas concernés par les restrictions.
3. L'abreuvement des animaux est autorisé quel que soit le niveau d'alerte en adoptant des pratiques économes en eau.
4. Les prélèvements non domestiques (> 1000 m<sup>3</sup> par an) : forages et prélèvements en cours d'eau doivent être **équipés de compteurs**. Les relevés de compteur doivent être réalisés au minimum une fois par mois et être consignés dans un registre. Les indicateurs suivants sont à renseigner lors de chaque relevé : **date du relevé de compteur, fonctionnement ou arrêt de l'installation, index du compteur et volume prélevé depuis le mois précédent**.  
**/!\** Selon le niveau de gravité en vigueur (alerte, alerte renforcée, crise) la fréquence de relevé demandée par la police de l'eau varie et est précisée pour chaque niveau gravité.
5. Pour le **maraichage, les cultures semences, les cultures hors-sol et l'arboriculture, des adaptations des restrictions** sont possibles soit :
  - **En demandant une adaptation individuelle** : les demandes de dérogation (individuelles ou par syndicat de filière) sont à adresser au service police de l'eau de la DDTM 34 (ddtmmise@herault.gouv.fr). Le formulaire à utiliser est accessible en lien ci-dessous : [https://www.herault.gouv.fr/contenu/telechargement/46021/346719/file/Fomulaire\\_Demande\\_Adaptations\\_V3.pdf](https://www.herault.gouv.fr/contenu/telechargement/46021/346719/file/Fomulaire_Demande_Adaptations_V3.pdf)
  - **En bénéficiant d'une exemption collective** : s'appliquant à l'ensemble de la ou des filières concernées et décidée par le Comité de suivi de la ressource en eau. Dans ce cas, seront spécifiées clairement les cultures exemptées de restrictions dans l'arrêté préfectoral.
6. Toute structure collective ou exploitation peut adresser un plan de gestion devant être validé par les services de l'État. Le formulaire est accessible au lien ci-dessous : [https://www.herault.gouv.fr/contenu/telechargement/46257/348209/file/Notice\\_Plan-de-gestion.pdf](https://www.herault.gouv.fr/contenu/telechargement/46257/348209/file/Notice_Plan-de-gestion.pdf)
7. Les mairies peuvent décider - par arrêté municipal - d'adopter des mesures de restriction plus contraignantes que celles présentées ici. Dans ce cas, ce sont les mesures de restriction les plus contraignantes qui s'appliquent.

Au quotidien et avant tout niveau de gravité,

**LIMITONS NOS CONSOMMATIONS ET ÉCONOMISONS L'EAU**

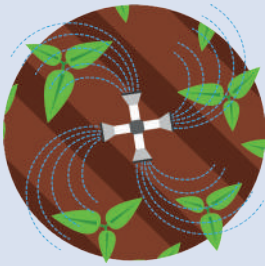
## NIVEAU VIGILANCE

LIMITER les consommations pour **ÉCONOMISER** l'eau

RELEVÉ DE COMPTEUR TOUS LES MOIS

### PAS DE LIMITATION

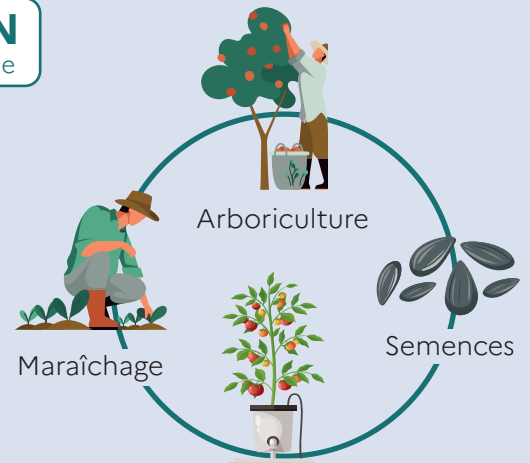
sauf arrêté de restriction spécifique



Irrigation des cultures



Irrigation pour  
plantations de - de 3 ans



Arboriculture

Maraîchage

Semences

Culture hors sol

### PAS DE LIMITATION

sauf arrêté préfectoral ou arrêté ministériel



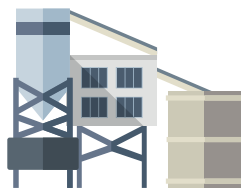
Façades, toitures et autres  
surfaces imperméabilisées



Lavage du matériel



Travaux en cours d'eau



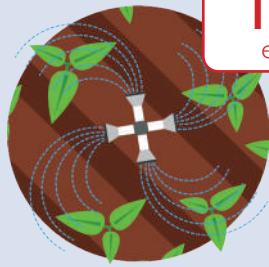
Installations classées pour  
la protection de l'environnement  
(élevages, caves coopératives, etc.)



Remplissage/vidange  
des plans d'eau

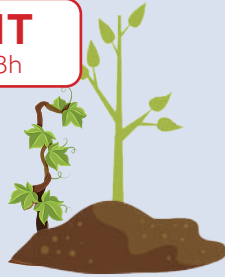
## NIVEAU ALERTE

RELEVÉ DE COMPTEUR TOUS LES 15 JOURS



Irrigation des cultures

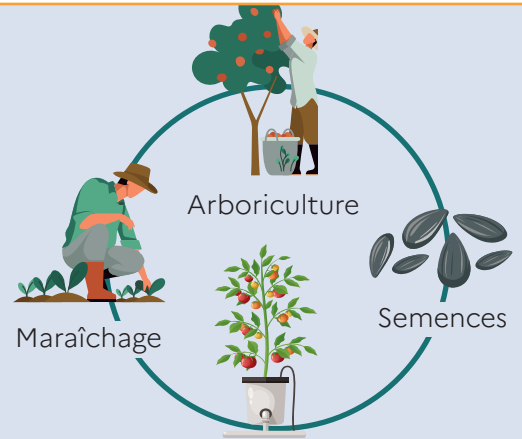
**INTERDIT**  
entre 10h et 18h



Irrigation pour  
plantations de - de 3 ans

### ADAPTATIONS

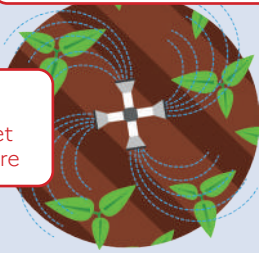
possibles après accord police de l'eau (voir page 2 n° 5)



### RESTRICTIONS

avec plan de gestion de l'eau (voir page 2 n° 6)

**-30 %\***  
pour l'aspersion et  
l'irrigation gravitaire



Irrigation des cultures



Irrigation pour  
plantations de - de 3 ans

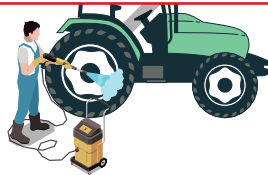
**-20 %\***  
des prélèvements pour  
l'irrigation localisée

**INTERDIT**  
entre 10h et 18h



Façades, toitures et autres  
surfaces imperméabilisées

**INTERDIT**  
sauf impératif sanitaire  
ou réglementaire



Lavage du matériel

### LIMITATIONS

au max des risques de perturbation  
des milieux aquatiques



Travaux en cours d'eau

### MESURES PRÉVUES

dans l'arrêté ICPE



Installations classées pour  
la protection de l'environnement  
(élevages, caves coopératives, etc.)

### INTERDIT

sauf usages commerciaux  
après accord police de l'eau

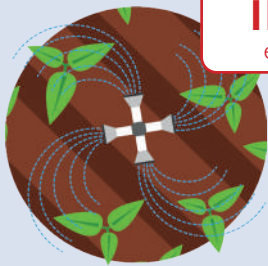


Remplissage/vidange  
des plans d'eau

\* Diminution à constater par la police de l'eau par rapport au volume maximal consommé le même mois au cours des 5 dernières années

## NIVEAU ALERTE RENFORCÉE

RELEVÉ DE COMPTEUR TOUS LES 15 JOURS



Irrigation des cultures

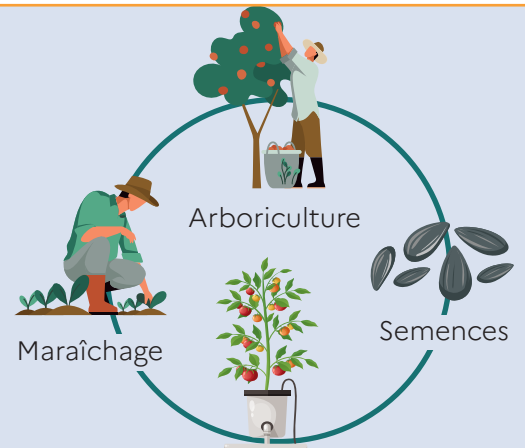
**INTERDIT**  
entre 8h et 20h



Irrigation pour  
plantations de - de 3 ans

### ADAPTATIONS

possibles après accord police de l'eau (voir page 2 n° 5)



Arboriculture

Maraîchage

Semences

Culture hors sol

### RESTRICTIONS

avec plan de gestion de l'eau (voir page 2 n° 6)

**-50 %\***  
pour l'aspersion et  
l'irrigation gravitaire



Irrigation des cultures

**-30 %\***  
des prélèvements pour  
l'irrigation localisée



Irrigation pour  
plantations de - de 3 ans

### INTERDIT

sauf impératif sanitaire ou réglementaire  
et réalisé par des professionnels



Façades, toitures et autres  
surfaces imperméabilisées

### INTERDIT

sauf impératif sanitaire  
ou réglementaire



Lavage du matériel

### REPORTÉS

sauf situation d'assec total ou pour  
des raisons de sécurité publique  
après accord police de l'eau



Travaux en cours d'eau

### MESURES PRÉVUES

dans l'arrêté ICPE



Installations classées pour  
la protection de l'environnement  
(élevages, caves coopératives, etc.)

### INTERDIT

sauf usages commerciaux  
après accord police de l'eau



Remplissage/vidange  
des plans d'eau

\* Diminution à constater par la police de l'eau par rapport au volume maximal consommé le même mois au cours des 5 dernières années



## NIVEAU CRISE

RELEVÉ DE COMPTEUR TOUTES LES SEMAINES

### INTERDIT



Irrigation des cultures

### INTERDIT

entre 8h et 20h



Irrigation pour plantations  
de - de 3 ans

### RESTRICTIONS

**avec plan** de gestion de l'eau (voir page 2 n° 6)



Irrigation pour plantations  
de - de 3 ans

**-50 %\***

pour l'aspersion et  
l'irrigation gravitaire

**-30 %\***

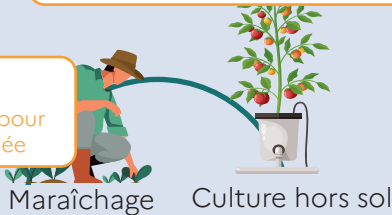
des prélèvements pour  
l'irrigation localisée

### ADAPTATIONS

possibles après accord police de l'eau (voir page 2 n° 5)

**-30 %**

des prélèvements pour  
l'irrigation localisée



Maraîchage Culture hors sol

**-50 %**

pour l'aspersion et  
l'irrigation gravitaire



Semences

Restrictions **avec** plan de  
gestion de l'eau

**INTERDIT**

entre 8h et 20h



Maraîchage



Semences

Restrictions **sans** plan de  
gestion de l'eau

### INTERDIT \*

sauf arrosage de sauvegarde  
limités au min nécessaire  
entre 20h et 8h  
2 fois / semaine max



Arboriculture

### INTERDIT

sauf impératif sanitaire ou réglementaire  
et réalisé par des professionnels



Façades, toitures et autres  
surfaces imperméabilisées

### INTERDIT

sauf impératif sanitaire  
ou réglementaire



Lavage du matériel

### REPORTÉS

sauf situation d'assec total ou pour  
des raisons de sécurité publique  
après accord police de l'eau



Travaux en cours d'eau

### MESURES PRÉVUES

dans l'arrêté ICPE



Installations classées pour  
la protection de l'environnement  
(élevages, caves coopératives, etc.)

### INTERDIT

sauf usages commerciaux  
après accord police de l'eau



Remplissage/vidange  
des plans d'eau

\* Diminution à constater par la police de l'eau par rapport au volume maximal consommé le même mois au cours des 5 dernières années